

Malaise à l'Hôtel de Ville

Bertrand Gréco

UN CERTAIN embarras pèse sur la Mairie. Les Verts s'indignent contre ce qu'ils considèrent comme un « déni de justice ». « Comment Delanoë peut-il commettre une telle erreur politique dans le contexte de l'affaire Woerth-Bettencourt ? s'interroge Yves Contassot. Ces transactions en catimini avec l'UMP donnent l'impression de petits arrangements entre amis. » Denis Baupin : « Cela ne fait pas honneur à la démocratie. Nous ne laisserons pas au FN le terrain de la défense de l'éthique en politique. » Dans l'entourage du maire, on dément le « fantasme de soi-disant tractations secrètes ». Et on justifie l'accord par le « triptyque » : « vérité, reconnaissance, réparation ». Mais des élus

se demandent, sous couvert d'anonymat, quelle peut bien être la « contrepartie ». Certains avancent l'hypothèse d'un « pacte » sur le dossier du Grand Paris : « On te laisse tranquille jusqu'en 2014. » Ou encore l'important chantier des Halles, projet phare du maire, qui est suspendu à une décision décisive du préfet d'Ile-de-France. « Manifestement, l'accord a été discuté directement avec Sarkozy », soupire un Vert. L'adoption par le Conseil de Paris du protocole se fera-t-elle sans encombre ?

« Beaucoup se rendront aux toilettes au moment du vote »

Les groupes PS et UMP, « gênés aux entournures », devraient voter en traînant des pieds. « Beaucoup se rendront aux toilettes au moment du vote », pronostique un élu. « Je mesure le trouble

qui s'installe dans pas mal d'esprits, admet le député parisien Jean-Marie Le Guen (PS). Je ne pense pas qu'il soit lié au fond du problème, mais plutôt à la manière dont il a été géré. Au regard du contexte, la Mairie aurait dû mieux expliquer et faire preuve de plus de transparence. » A droite, le malaise est différent. Difficile d'accepter ce que d'aucuns désignent comme un « aveu de culpabilité ». Et puis, « qui va payer ? l'UMP ou la fédération de Paris ? Je vois mal les fédérations de province accepter de payer pour Paris », grince un élu.

De son côté, le député du 16^e arrondissement Bernard Debré (UMP) se dit favorable à cet accord financier : « Bien entendu qu'il y a un malaise ; je l'assume. Ce n'est pas le meilleur aspect de la politique, mais c'est légal. Dans cette affaire d'emplois fictifs, tout le monde



Corentin Fohlen

Ouverture de séance au Conseil de Paris. Au premier plan : Yves Contassot et Denis Baupin.

avait intérêt à un arrangement : cela évite à Delanoë de s'acharner contre un vieil homme populaire ; Sarkozy, lui, a

besoin de réunifier l'UMP en ce moment, ça reconforte les chiraquiens, ou ce qu'il en reste. »